



RCS : LAVAL

Code greffe : 5301

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de LAVAL atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 1987 B 00113

Numéro SIREN : 341 228 427

Nom ou dénomination : ACTUALIS

Ce dépôt a été enregistré le 07/01/2014 sous le numéro de dépôt 41

Duplicata
GREFFE DU
TRIBUNAL DE COMMERCE
DE LAVAL

CS 415 (12 allée de la Chartre)
53004 LAVAL CEDEX
TEL: 02 43 59 70 80 - FAX : 02 43 58 15 67
www.infogreffe.fr

RECEPISSE DE DEPOT

YDES

12 rue de la Navigation
CS 80735
69257 LYON CEDEX 09

V/REF :

N/REF : 87 B 113 / 2014-A-41

Le Greffier du Tribunal de Commerce DE LAVAL certifie qu'il a reçu le 07/01/2014, les actes suivants :

Extrait de procès-verbal du conseil d'administration en date du 02/12/2013
- Réduction du capital social

Statuts mis à jour

Concernant la société

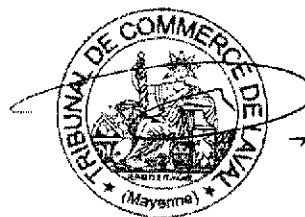
ACTUALIS
Société anonyme
230 rue de Terre Rouge
53200 Azé

Le dépôt a été enregistré sous le numéro 2014-A-41 le 07/01/2014

R.C.S. LAVAL 341 228 427 (87 B 113)

Fait à LAVAL le 07/01/2014,

Le Greffier



"PROCES VERBAL

Dépôt effectué au Greffe du Tribunal

De Commerce de LAVAL, le 07 JAN. 2014

Sous le N° 1011111111

Enregistrement : 375 €

Pénalités :

Total liquidé : trois cent soixante-quinze euros

Montant reçu : trois cent soixante-quinze euros

La Contrôleuse principale des impôts

**ACTUALIS**
Brigitte GUICHARD
 Contrôleuse Principale
 des Finances Publiques

 Société anonyme d'expertise comptable et de commissariat aux comptes
 Au capital de 165 450 €
 Siège social : 230 Rue de terre Rouge à AZE (53200)
 341 228 427 RCS LAVAL

**EXTRAIT DU PROCES VERBAL DE LA REUNION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
 DU 2 DECEMBRE 2013**

[...]

**1) REDUCTION DU CAPITAL SOCIAL PAR VOIE DE RACHAT D'ACTIONS VOTEE PAR
 L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE DU 31 OCTOBRE 2013**

Le Président rappelle que :

- l'Assemblée Générale Extraordinaire du 31 octobre 2013 a décidé de réduire le capital social d'un montant maximum de 39 660 euros par voie d'annulation de 1 322 actions ordinaires de 30 euros chacune, moyennant le remboursement de 646 euros par action, et ce, sous les conditions suspensives de l'absence d'oppositions, ou en cas d'opposition, du rejet de celles-ci par le Tribunal de Commerce de LAVAL et l'agrément des bénéficiaires potentiels du rachat de leurs actions ACTUALIS par les associés de la société ACTUALIS AUDIT,
- l'Assemblée Générale a réservé la faculté pour la Société de payer le prix des actions rachetées par l'octroi de tout ou partie de sa participation dans la société ACTUALIS AUDIT, à titre de dation en paiement,
- le procès-verbal de ladite Assemblée a été déposé au Greffe du Tribunal de Commerce de LAVAL le 31 octobre 2013, ce dépôt faisant courir le délai d'opposition des créanciers,
- plus de 20 jours se sont écoulés depuis ce dépôt et la Société n'a fait l'objet d'aucune assignation,
- l'offre de rachat d'actions en vue de leur annulation a été notifiée à chaque actionnaire par lettre recommandée en date du 31 octobre 2013,
- les demandes de rachat d'actions devaient être déposées au siège social jusqu'au 26 novembre 2013,
- l'Assemblée Générale Extraordinaire de la société ACTUALIS AUDIT du 19 novembre 2013 a autorisé la transmission de ces actions aux actionnaires de la Société potentiellement vendeurs de leurs titres ACTUALIS et a agréé en qualité de nouveaux associés, ceux des actionnaires ACTUALIS non encore associés de la société ACTUALIS AUDIT.

En conséquence, usant des pouvoirs qui lui ont été conférés par l'Assemblée Générale Extraordinaire, le Conseil d'administration constate la réalisation des conditions suspensives dont ladite Assemblée avait assorti sa décision.

Le Conseil d'Administration constate ensuite qu'une seule demande de rachat a été reçue. La société ALPHA EXPERTISE DEVELOPPEMENT a demandé le rachat de 1 322 actions lui appartenant dans le capital de la Société pour un prix de 854 012 €. Cette dernière a expressément accepté le principe de la dation en paiement.

Le nombre total d'actions offertes, soit 1 322, étant égal au nombre d'actions dont l'Assemblée Générale Extraordinaire a demandé le rachat, il peut être donné pleine satisfaction à la société ALPHA EXPERTISE DEVELOPPEMENT.

Par conséquent, le Conseil d'Administration décide à l'unanimité le rachat et l'annulation des 1 322 actions ordinaires ACTUALIS de 30 euros de valeur nominale appartenant à la société ALPHA EXPERTISE DEVELOPPEMENT, et ce, à compter de ce jour.

Concernant les modalités de paiement du prix d'achat, le Conseil d'Administration :

- après avoir constaté que la valeur de la participation que la Société détient dans le capital de la société ACTUALIS AUDIT s'élève à 854 072,95 euros arrondie pour les besoins de l'opération projetée à 854 012 euros (soit 36 893 actions d'une valeur unitaire de 23,15 € sur la base des comptes de l'exercice clos le 30 septembre 2011),
- décide à l'unanimité d'user de la faculté offerte par l'Assemblée Générale et de payer le prix des actions rachetées au moyen de l'attribution à la société ALPHA EXPERTISE DEVELOPPEMENT des 36 893 actions ACTUALIS AUDIT appartenant à la Société.

Le Conseil d'Administration donne tous pouvoirs à son Président pour accomplir tout ce qui sera nécessaire à la réalisation effective des opérations d'achat des 1 322 actions appartenant à la société ALPHA EXPERTISE DEVELOPPEMENT, à leur annulation corrélative conformément aux dispositions de l'article R.225-158 du Code de commerce et à l'attribution à ALPHA EXPERTISE DEVELOPPEMENT des 36 893 actions ACTUALIS AUDIT à titre de dation en paiement.

Puis la séance du Conseil d'Administration est suspendue.

Le Président du Conseil d'Administration de la Société ACTUALIS et la Gérance de la société ALPHA EXPERTISE DEVELOPPEMENT régularisent deux ordres de mouvements :

- l'un portant sur le transfert des actions ACTUALIS appartenant à la société ALPHA EXPERTISE DEVELOPPEMENT au profit de la société ACTUALIS,
- l'autre portant sur le transfert des actions ACTUALIS AUDIT appartenant à la société ACTUALIS au profit de la société ALPHA EXPERTISE DEVELOPPEMENT.

Au vu des ordres de mouvements ainsi établis, la comptabilité actions des sociétés ACTUALIS et ACTUALIS AUDIT sont mises à jour.

La séance du Conseil d'administration est ensuite reprise.

En conséquence des résolutions adoptées par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 31 octobre 2013 et des constatations qui viennent d'être faites, le Conseil d'Administration constate à l'unanimité :

- que les actions en question ont été rachetées, que les ordres de mouvements ont été établis et que par suite, la comptabilité actions de la Société a été mise à jour et les actions rachetées ont été annulées,



- que le capital se trouve définitivement réduit d'une somme de 39 660 euros et est ramené à 125 790 euros divisé en 4 193 actions d'une valeur nominale de 30 €/action,
- que la somme de 814 352 euros, correspondant à la différence entre le montant total des actions annulées et la valeur nominale de ces actions, est imputée sur le compte « Autres Réserves »,
- que la modification des articles 6 et 8 des statuts décidée par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 31 octobre 2013 et rappelée ci-après est devenue définitive.

ARTICLE 6 – Apports – Formation du capital

[...]

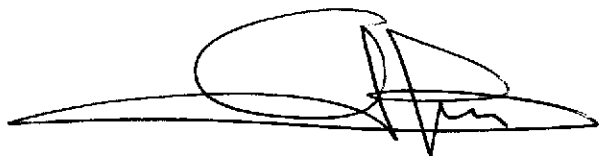
Suivant décisions de l'Assemblée Générale du 31 octobre 2013 et du Conseil d'administration 2 décembre 2013, le capital social a été réduit de 39 660 euros pour être ramené de la somme de 165 450 euros à 125 790 euros suite au rachat de 1 322 actions ensuite annulées.

ARTICLE 8 – Capital social

Le capital social de la Société est fixée à la somme de CENT VINGT-CINQ MILLE SEPT CENT QUATRE-VINGT DIX (125 790) euros. Il est divisé en 4 193 actions de 30 euros chacune, entièrement libérées, toute de même catégorie.

Le Conseil donne tous pouvoirs au Président pour accomplir toutes les formalités consécutives à la réalisation de la réduction de capital.

Certifié conforme
Le Président Directeur Général
Gilles MORIN



"PROCES VERBAL

Dépôt effectué au Greffe du Tribunal

De Commerce de LAVAL, le 07 JAN. 2014

Sous le N° 2014 AL 61
Le Greffier"



ACTUALIS

anonyme d'expertise comptable et de commissariat aux comptes

Au capital de 125 790 €

Siège social : 230 Rue de terre Rouge à AZE (53200)

341 228 427 RCS LAVAL

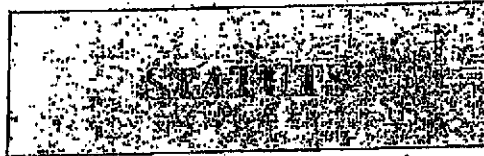
STATUTS

Mis à jour par décisions de l'Assemblée Générale du 31 octobre 2013 et du Conseil d'administration du 2 décembre 2013

Certifié conforme

Le Président Directeur Général

Gilles MORIN



Article 1er - Forme

Il existe entre les propriétaires des actions créées ci-après et de toutes celles qui le seraient ultérieurement, une société anonyme régie par le Code du Commerce et l'ordonnance du 19 septembre 1945, ainsi que par les présents statuts.

Article 2 - Dénomination

La dénomination est : **ACTUALIS**

Le nom commercial est : **ACTUALIS**

La société sera inscrite au tableau de l'Ordre et sur la liste des commissaires aux comptes sous sa dénomination sociale (ou sous son sigle).

Les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers, notamment les lettres, factures, annonces et publications diverses, devront non seulement faire précéder ou suivre la dénomination sociale des mots " Société anonyme " ou des lettres S.A., et de l'énonciation du montant du capital social, mais aussi faire suivre cette dénomination de la mention " société d'expertise comptable et de commissariat aux comptes " et de l'indication du tableau de la circonscription de l'Ordre et de la compagnie régionale des commissaires aux comptes où la société est inscrite.

Article 3 - Objet

La société a pour objet l'exercice des missions d'expert-comptable et de commissaire aux comptes,

Elle peut réaliser toutes opérations compatibles avec son objet social et qui se rapportent à cet objet.

Elle peut notamment, sous le contrôle du Conseil régional de l'Ordre, prendre des participations financières dans des entreprises de toute nature, ayant pour objet l'exercice des activités visées par les articles 2 et 22, septième alinéa de l'ordonnance du 19 septembre 1945, modifiée par la loi du 8 août 1994, sans que cette détention constitue l'objet principal de son activité. (Ord. Art. 7 - II, 2ème alinéa)

Article 4 - Siège social

Le siège social est fixé : 230, Rue de Terre Rouge, 53200 AZE.

Il pourra être transféré dans le même département, par simple décision du conseil d'administration et partout ailleurs, en vertu d'une décision extraordinaire des actionnaires.

Article 5 - Durée

La durée de la société est fixée à 99 années à compter du jour de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf les cas de dissolution anticipée ou de prorogation prévus aux présents statuts.

Article 6 - Apports - Formation du capital

Il a été effectué à la société les apports suivants :

1°/ Lors de la constitution :

Apports en numéraire de CINQUANTE ET UN MILLE SIX CENTS FRANCS..... 51.600,00 F

2°/ Lors de la constitution :

Apports en nature d'un cabinet d'expertise comptable sis à CHATEAU GONTIER (53) et à LAVAL (53) de QUATRE CENT QUARANTE HUIT MILLE QUATRE CENTS FRANCS 448.400,00 F

3°/ Lors de l'assemblée générale extraordinaire du 27 novembre 1992, apport en nature d'un cabinet d'expertise comptable sis au MANS (72) de TRENTE DEUX MILLE FRANCS.....

32.000,00 F

4°/ Lors de l'assemblée générale extraordinaire du 30 mars 2001 incorporation de réserves ordinaires CINQ CENT QUATORZE MILLE NEUF CENT SEPT FRANCS ET TRENTE SEPT CENTIMES.....

514.907,37 F

5°/ Fusion-absorption de la société SECOR par la société CABINET JEAN ARTHUIS ET ASSOCIES, décidée par l'assemblée générale extraordinaire du 30 septembre 2002, ne se traduisant par aucune augmentation de capital

TOTAL 1.046.907,37 F
(soit 159.600 €)

Lors de la fusion par voie d'absorption par la Société de la société AJA CONSEIL, société anonyme au capital de 657 512,61 euros, dont le siège social est ZAC de Terre Rouge, 53200 AZE, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés sous le numéro 352 033 393 RCS LAVAL, suivant décision de l'assemblée générale en date du 31 mars 2012, il a été fait apport de la totalité du patrimoine de cette société, la valeur nette des biens transmis s'élevant à 702 476 euros.

Suivant décision de l'assemblée générale extraordinaire en date du 31 mars 2012, le capital social a été réduit de 101 970 euros, afin d'être ramené de 267 420 euros à 165 450 euros, divisé en 5 515 actions de 30 euros de valeur nominale chacune, en raison de l'annulation de 3 399 actions de la société ACTUALIS détenues par elle-même.

Suivant décisions de l'Assemblée Générale du 31 octobre 2013 et du Conseil d'administration du 2 décembre 2013, le capital social a été réduit de 39 660 euros pour être ramené de la somme de 165 450 euros à 125 790 euros suite au rachat de 1 322 actions ensuite annulées.

Article 7 – Avantages particuliers

Les présents statuts ne stipulent aucun avantage particulier.

Article 8 – Capital social

Le capital social de la Société est fixée à la somme de CENT VINGT-CINQ MILLE SEPT CENT QUATRE-VINGT DIX (125 790) euros.

Il est divisé en 4 193 actions de 30 euros chacune, entièrement libérées, toute de même catégorie.

Article 9 – Augmentation ou réduction du capital

Dans tous les cas, la réalisation d'opérations d'augmentation ou de réduction du capital doit respecter les règles de quotités des actions que doivent détenir les professionnels experts-comptables et commissaires aux comptes.

Article 10 – Transmission des actions

Les actions sont nominatives.

L'admission de tout nouvel actionnaire est subordonnée à l'agrément du conseil d'administration (Ordl. art. 7-I-4°).

Article 11 – Exclusion d'un professionnel actionnaire

Le professionnel actionnaire qui cesse d'être inscrit au tableau ou sur la liste des commissaires aux comptes interrompt toute activité professionnelle au nom de la société à compter de la date d'effet de la décision.

Si son départ a pour effet d'abaisser la part du capital détenue par des experts comptables au-dessous des quotités légales, il dispose d'un délai de six mois à compter du même jour, pour céder la partie de ses actions permettant à la société de respecter ces quotités.

Il peut exiger que le rachat porte sur la totalité de ses actions. Le prix est, en cas de contestation, déterminé conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du code civil.

Article 12 – Indivisibilité et démembrement des actions

Chaque action est indivisible à l'égard de la société.

Le droit de vote appartient à l'usufruitier dans les assemblées générales ordinaires et au nu-propriétaire dans les assemblées générales extraordinaires.
Les copropriétaires d'actions indivises sont représentés aux assemblées générales par l'un d'eux ou par un mandataire unique. En cas de désaccord, le mandataire est désigné en justice à la demande du copropriétaire le plus diligent.

Article 13 - Responsabilité des actionnaires

Sous réserve des dispositions légales les rendant temporairement solidairement responsables, vis-à-vis des tiers, de la valeur attribuée aux apports en nature, les actionnaires ne supportent les pertes que jusqu'à concurrence de leurs apports.

Les professionnels actionnaires assument dans tous les cas la responsabilité de leurs travaux et activités. La responsabilité propre de la société laisse subsister la responsabilité personnelle de chaque professionnel en raison des travaux qu'il exécute lui-même pour le compte de la société.

Article 14 - Conseil d'administration

La société est administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins et de dix-huit au plus.

La moitié, au moins, des administrateurs sont des experts comptables. Les trois quarts au moins des administrateurs sont des commissaires aux comptes. Les administrateurs peuvent être actionnaires ou non de la société.

La durée des fonctions des administrateurs est de six années.

Tout administrateur sortant est rééligible.

Le nombre des administrateurs ayant atteint l'âge de 70 ans ne peut dépasser le tiers des membres du conseil d'administration. Si cette limite est atteinte, l'administrateur le plus âgé est réputé démissionnaire d'office.

Le conseil ne délibère valablement que si la moitié au moins de ses membres sont effectivement présents. (L. 1966, art. 100)

Les décisions sont prises à la majorité des membres présents ou représentés. En cas de partage des voix, la voix du président est prépondérante.

Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la société. Il doit exercer ses pouvoirs dans la limite de l'objet social et sous réserve de ceux expressément attribués par la loi aux assemblées d'actionnaires.

Article 15 - Président

Le conseil d'administration élit parmi ses membres un président qui doit être inscrit à l'Ordre des experts comptables et sur la liste des commissaires aux comptes.

La limite d'âge des fonctions de président est fixée à 70 ans.

Article 16 - Direction de la société

Conformément aux dispositions de l'article L.225-51-1 du code de commerce, la direction générale de la société est assumée sous sa responsabilité, soit par le président du conseil d'administration, soit une autre personne physique nommée par le conseil d'administration et portant le titre de directeur général.

Le choix entre ces deux modalités d'exercice de la direction générale est effectué par le conseil d'administration lors de la désignation de son président. Les actionnaires et les tiers en sont informés dans les conditions réglementaires.

La délibération du conseil d'administration relative au choix de la modalité d'exercice de la direction générale est prise à la majorité des administrateurs présents ou représentés.

L'option retenue par le conseil d'administration ne peut être remise en cause que lors du renouvellement ou du remplacement du président du conseil d'administration, ou à l'expiration du mandat du directeur général.

Le changement de modalité d'exercice de la direction générale n'entraîne pas une modification des statuts.

1 - Directeur Général

En fonction du choix effectué par le conseil d'administration conformément aux dispositions ci-dessus, la direction générale est assurée soit par le président, soit par une personne physique, nommée par le conseil d'administration et portant le titre de directeur général.

Lorsque le conseil d'administration choisit la dissociation des fonctions de président et de directeur général, il procède à la nomination du directeur général, fixe la durée de son mandat qui ne peut excéder celle du mandat du président, détermine sa rémunération et, le cas échéant, les limitations de ses pouvoirs.

Pour l'exercice de ses fonctions, le directeur général doit être âgé de moins de 70 ans. Lorsqu'en cours de fonctions cette limite d'âge aura été atteinte, le directeur général sera réputé démissionnaire d'office et il sera procédé à la désignation d'un nouveau directeur général.

Le directeur général est révocable à tout moment par le conseil d'administration. Lorsque le directeur général n'assume pas les fonctions de président du conseil d'administration, sa révocation peut donner lieu à dommages-intérêts, si elle est décidée sans juste motif.

Le directeur général est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société. Il exerce ces pouvoirs dans la limite de l'objet social et sous réserve de ceux que la loi attribue expressément aux assemblées d'actionnaires et au conseil d'administration.

Le directeur général représente la société dans ses rapports avec les tiers. La société est engagée même par les actes du directeur général qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Le directeur général doit être inscrit à l'Ordre des experts-comptables et sur la liste des commissaires aux comptes.

II - Directeurs Généraux Délégués

Sur proposition du directeur général, que cette fonction soit assumée par le président du conseil d'administration ou par une autre personne, le conseil d'administration peut nommer une ou plusieurs personnes physiques chargées d'assister le directeur général avec le titre de directeur général délégué.

Le nombre maximum des directeurs généraux délégués est fixé à cinq.

Pour l'exercice de leurs fonctions, les directeurs généraux délégués doivent être âgés de moins de 70 ans. Lorsqu'en cours de fonctions cette limite d'âge aura été atteinte, le directeur général délégué concerné sera réputé démissionnaire d'office.

Chacun des directeurs généraux délégués doit être inscrit à l'Ordre des experts-comptables et sur la liste des commissaires aux comptes.

Article 17 - Assemblées d'actionnaires

Les assemblées d'actionnaires sont convoquées et délibèrent dans les conditions prévues par la loi et les règlements.

Elles sont réunies au siège social ou en tout autre lieu du même département.

Tout actionnaire a le droit de participer aux assemblées générales ou de s'y faire représenter, quel que soit le nombre de ses actions, dès lors que ses titres sont libérés des versements exigibles et inscrits à son nom depuis cinq jours au moins avant la date de la réunion. Le conseil d'administration peut réduire ce délai par voie de mesure générale bénéficiant à tous les actionnaires.

Tout actionnaire propriétaire d'actions d'une catégorie déterminée peut participer aux assemblées spéciales des actionnaires de cette catégorie, dans les conditions visées ci-dessus.

Les votes s'expriment soit à main levée, soit sur appel nominal. Il ne peut être procédé à un scrutin secret, dont l'assemblée fixera alors les modalités, qu'à la demande des membres représentant, par eux-mêmes ou comme mandataires, la majorité requise pour le vote de la résolution en cause.

Le conseil d'administration peut décider que les actionnaires pourront participer et voter à toute assemblée par visioconférence ou par tout moyen de télécommunication permettant leur identification dans les conditions légales et réglementaires.

Article 18 - Quorum et majorités

L'assemblée générale ordinaire ne délibère valablement, sur première convocation, que si les actionnaires présents ou représentés possèdent au moins le quart des actions ayant le droit de vote. Sur deuxième convocation, aucun quorum n'est requis. Elle statue à la majorité des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés.

L'assemblée générale extraordinaire ne délibère valablement que si les actionnaires présents ou représentés possèdent au moins, sur première convocation, le tiers et, sur deuxième convocation, le quart des actions ayant le droit de vote. A défaut de ce dernier quorum, l'assemblée peut être prorogée à une date postérieure de deux mois au plus à celle à laquelle elle avait été convoquée. Elle statue à la majorité des deux tiers des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés.

Un actionnaire ne peut se faire représenter que par son conjoint ou un autre actionnaire (L. 1966, art. 161), sous réserve du respect des dispositions de l'article 7-I-1° de l'ordonnance du 19 septembre 1945.

Article 19 - Année sociale

L'année sociale commence le 1^{er} octobre et finit le 30 septembre de l'année suivante.

Article 20 - Affectation des résultats et répartition des bénéfices

La différence entre les produits et les charges de l'exercice, après déduction des amortissements et des provisions, constitue le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Sur le bénéfice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent (5 %) pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve a atteint une somme égale au dixième du capital social. Il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et du prélèvement prévu ci-dessus et augmenté des reports bénéficiaires.

Le bénéfice disponible est à la disposition de l'assemblée générale qui, sur la proposition du conseil d'administration, peut, en tout ou partie, le reporter à nouveau, l'affecter à des fonds de réserve généraux ou spéciaux, ou le distribuer aux actionnaires à titre de dividende.

En outre, l'assemblée peut décider la mise en distribution des sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition ; en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, le dividende est prélevé par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

L'écart de réévaluation n'est pas distribuable ; il peut être incorporé en tout ou partie au capital.